

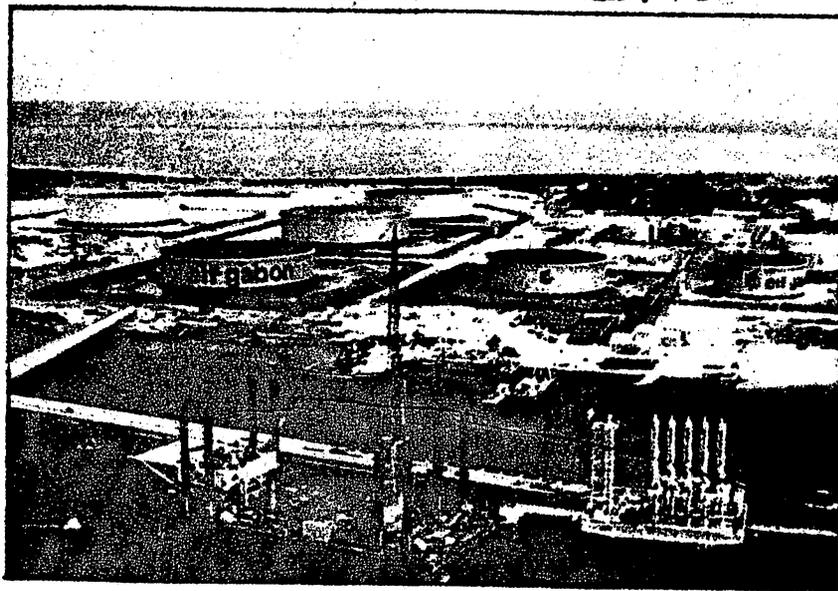
le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

N° 96 - 18 mai 1981

PRIX : 1 F



LA FIEVRE DE L'OR NOIR EN AFRIQUE
des milliards pour les capitalistes mais
aucune perspective de développement réel

DANS CE NUMERO

- Mali : remous au sein de l'UDPM
- Sénégal : multipartisme ou bon vouloir ?
- Côte d'Ivoire : il y a de l'argent pour le prestige...
- Namibie : cynisme des impérialistes...
- France : Mitterrand élu, mais...
- Irlande du Nord
- etc...etc...

VOIR LE
SOMMAIRE
AU VERSO

sommaire

éditorial

LA FIEVRE DE L'OR NOIR EN AFRIQUE :

des milliards pour les capitalistes
mais aucune perspective de développement réel.

Page 2
EDITORIAL

Page 4
MALI : remous au sein
de l'UDPM

Page 5
SENEGAL :
. Multipartisme ou
bon vouloir du
président ?
. Les crimes des
patrons de Dakar-
Marine

Page 6
COTE D'IVOIRE : il y a
de l'argent pour le
prestige mais pas
pour les écoles
FRANCE : carte de tra-
vail pour tchadiens
des tracasseries
supplémentaires

Page 7
NAMIBIE : cynisme des
impérialistes et
hypocrisie des pré-
sidents africains

Page 8
MITTERRAND ELU mais
les travailleurs
ne peuvent compter
que sur leurs
luttés

Page 10
IRLANDE DU NORD :
Le colonialisme
anglais assassine

* * *

ABONNEMENTS

FRANCE : 1 an
-pli ouvert : 12 F
-pli fermé : 36 F

AUTRES PAYS :
écrire au journal

Adresser toute correspon-
dance à : Combat Ouvrier
BP 145, 75 023 Paris
Cedex
en spécifiant : "pour le PAT"

Après le Nigéria et le Gabon, le Cameroun et le Congo vien-
nent de connaître le "boom" du pétrole en Afrique Noire.

Des découvertes récentes d'importants gisements de pétrole
et de gaz, ajoutés à ceux déjà en exploitation, ont créé une cer-
taine euphorie dans les milieux dirigeants de ces pays.

Cette "fièvre de l'or noir" a touché de nombreux pays d'A-
frique. De nombreuses prospections prometteuses continuent nottam-
ment dans le Golfe de Guinée, région estimée très riche en pétrole
et en gaz. Cette course vers le pétrole ne va d'ailleurs pas sans
créer de nouveaux problèmes. Des querelles de frontières ont eu
lieu entre le Cameroun et le Nigéria à l'occasion de la découve-
te d'un gisement entre les deux pays. C'est la même chose entre la
Guinée Bissau et la Guinée Conakry à propos des frontières mariti-
mes.

Les dirigeants des pays nouvellement producteurs de pétrole
parlent volontier de "miracle" qui permettrait, selon eux, d'aller
vers un "décollage économique". Qu'en est-il en réalité ?

Le pétrole possède-t-il plus de vertu de développement écono-
mique pour les pays sous-développés que les autres matières pre-
mières ? Le continent africain est un grand exportateur de matiè-
res premières telles que le fer, le manganèse, le phosphate, le
cuivre etc... C'est lui aussi qui fournit aux pays occidentaux
les produits comme le cacao, le café, l'arachide ou le coton.

Mais toutes ces richesses exploitées en Afrique depuis des
dizaines et des dizaines d'années ont-elles permis aux pays afri-
cains de se développer ? Bien au contraire cela n'a contribué qu'
à les appauvrir encore plus et à les rendre encore plus dépendant
économiquement des pays capitalistes occidentaux.

Alors avec le pétrole comme avec l'uranium, deux nouvelles
matières premières découvertes et exploitées récemment, ces pays
ne connaîtront certainement pas un essor différent dans le cadre
des échanges établis depuis des siècles.

Ceux qui empochent l'essentiel des bénéfices ce sont ces mê-
mes compagnies pétrolières qui exploitent déjà le pétrole au Moyen-
Orient et en Amérique Latine depuis plusieurs années. Au Gabon,
c'est Elf-Gabon, une filiale de la compagnie française Elf, qui a
le monopole. Rien qu'en 1979 Elf-Gabon a investi 15,2 milliards
de francs CFA pour l'exploration de 19 puits. A la même année, son
chiffre d'affaire pour le pétrole brut s'élevait à 176,8 milliards.

Au Cameroun, ce sont Elf et Total pour la France, Shell,
Gulf et Mobil pour les USA. La seule Elf, avec ses associés, a
déjà investi plus de 170 milliards de F CFA dans la prospection !

Les pays producteurs ne perçoivent qu'une fraction infime
des recettes dont le monopole revient à ces trusts puissants. Le
pétrole constitue pourtant la quasi totalité des ressources de ces
pays nouvellement producteurs. Ainsi pour le Congo il en constitue
déjà plus de 80 %. Pour le Nigéria il représente 93 % des gains
en devises.

C'est dire que toute l'économie de ces pays est orientée vers

.../...

le pétrole. La production vivrière qui était déjà laissée de côté en faveur des cultures d'exportation, est encore plus abandonnée. Le Gabon, un pays vert par excellence est contraint d'importer des céréales et toutes sortes de produits élémentaires. Si le pétrole était synonyme de développement, alors les pays arabes du Golfe qui en produisent en quantité très importante et cela depuis la deuxième guerre mondiale, seraient déjà des pays développés. Or il n'en est rien. Bien que ces pays soient riches en pétrodollars, leur économie est entièrement dépendante des pays impérialistes. Leur population vit toujours dans la misère à côté de l'opulence et des fastes que les cheikhs et les émirs font miroiter en gaspillant des milliards de dollars dans des opérations de prestige et de gaspillage.

C'est que le véritable problème ne se trouve pas dans le fait d'avoir ou de ne pas avoir le pétrole ou d'autres matières premières. Les pays occidentaux comme la France ne possèdent ni pétrole, ni fer ni d'autres matières premières essentielles à leurs industries et pourtant ils constituent des puissances impérialistes et font la pluie et le beau temps dans la majeure partie du globe. Leur puissance industrielle ne vient pas de leur richesse ou leurs matières premières mais dans l'existence d'une bourgeoisie industrielle qui est apparue sur la scène économique et politique plutôt dans l'histoire que dans les autres pays. Cette bourgeoisie s'est développée et son pouvoir s'est étendu sur toute la planète.

L'économie des pays du tiers-monde et notamment de l'Afrique a été complètement mise à sa disposition. Le continent africain ne constitue aujourd'hui encore qu'un réservoir pour satisfaire ses besoins. Et la découverte du pétrole dans certains pays africains depuis les années 70, loin de les rendre moins dépendants des pays riches, ne fait au contraire que les lier encore plus, comme cela a été avec les autres matières premières. Les miettes que l'impérialisme laisse à ses valets en Afrique ne servent qu'à renforcer les appareils d'Etat pour mieux réprimer les travailleurs et les paysans au cas où ils se révolteraient pour revendiquer de meilleures conditions de vie.

C'est aussi avec ces miettes que des routes, des ports et aéroports sont construits pour justement créer des infrastructures qui permettent aux trusts d'exploiter encore plus facilement les richesses de ces pays. De ce "miracle du pétrole", les exploités africains n'ont rien à attendre. Cela permettra tout au plus à la petite bourgeoisie africaine, aux fonctionnaires et à certains commerçants de prospérer dans une certaine mesure dans des rôles intermédiaires que l'impérialisme leur accorde pour la bonne marche du système capitaliste. Pour la grande masse de la population, la misère reste le lot quotidien. L'entrée importante et brusque des devises pétrolières crée une inflation galopante et accentue encore plus la misère.

C'est la logique même du système capitaliste. Les pauvres ne peuvent compter sur aucun hasard économique pour sortir de la pauvreté. Les richesses de ce monde ne sont pas exploitées pour améliorer leurs conditions de vie mais pour enrichir encore plus les exploités.

Il n'y a par conséquent pas de solution réelle pour un véritable développement en dehors de la transformation profonde du système économique mondial. Et cette transformation, les exploités ne peuvent l'attendre de personne d'autre qu'eux-mêmes, par la révolution à l'échelle du monde, et par la mise en commun de l'ensemble des richesses de cette planète au service de toute l'humanité débarrassée des exploités.

MALI Remous au sein de l'UDPM

Il y a un remous au sein de l'Union Démocratique du Peuple Malien, parti unique de Moussa Traoré. Ce remous a été créé par la démission du Colonel Youssouf Traoré, membre du Comité Exécutif de l'UDPM.

Ce galonné démissionnaire faisait partie des barons du régime. Il est parmi les 14 officiers qui ont renversé le gouvernement de Modibo Keita en 1968. Depuis, il a été plusieurs fois ministre, d'abord à l'Éducation Nationale, puis à l'Information et aux Télécommunications.

Moussa Traoré et son parti avaient décidé de créer une commission intitulée "Réflexions sur les problèmes scolaires". Cette commission était, paraît-il, dirigée par Youssouf Traoré. Et le rapport qu'elle a présenté sur les problèmes scolaires, comme cela avait été demandé, avait été rejeté.

Selon la presse, le rejet du rapport serait la cause de la démission de Youssouf Traoré. En tout cas il est difficile de savoir les raisons exactes de cette démission. Mais une chose est sûre, c'est que la situation actuelle au Mali ne peut pas convenir à toute la classe dirigeante.

Le Mali est plongé dans une situation catastrophique. La sécheresse est quasi permanente. La corruption existe à tous les niveaux. Les hôpitaux ne fonctionnent presque plus faute de médicaments. 95 % des écoles sont fermées et plus de 25 000 élèves et étudiants sont renvoyés.

Mais le fait que la crise scolaire dure maintenant depuis trois ans montre l'incapacité de ce régime d'arriver à bout du mouvement de contestation.

Si Youssouf a démissionné c'est peut-être pour se démarquer de la politique de Moussa Traoré vis-à-vis des élèves et des enseignants. Il a peut-être préféré rester en dehors de l'appareil d'État et se mettre en réserve, tout comme Patassé et Sylvestre Bangui avaient fait vis-à-vis de Bokassa.

Si dans le proche avenir la grève dans l'enseignement et les différentes difficultés rendent Moussa Traoré vulnérable, Youssouf Traoré tentera probablement de présenter sa démission comme une preuve de son opposition politique au président.

Mais cela ne fera pas oublier qu'ils sont tous les deux du même bord.

SENEGAL

MULTIPARTISME OU BON

VOULOIR DU PRESIDENT ?

Au Sénégal, l'Assemblée Nationale a voté il y a un mois, la révision constitutionnelle et la nouvelle loi autorisant le multipartisme.

Comme cela est souvent le cas dans ce genre de choses, le gouvernement a révisé et voté la constitution en tenant compte de sa propre sécurité. Du fait que c'est aussi lui qui l'appliquera, il ne tolérera pas qu'on utilise par exemple sa propre constitution contre lui et la société d'exploitation qu'il défend. Au nom du respect de la démocratie, il n'hésitera pas à réprimer ses adversaires si ceux-ci le menacent dans son existence. Car de même que le fait d'accorder le droit de grève n'empêche pas un gouvernement bourgeois d'envoyer des policiers contre les ouvriers grévistes, de même l'autorisation de quelques libertés politiques n'empêche pas la répression.

Aujourd'hui le gouvernement sénégalais accepte le multipartisme pour se donner une image démocratique. Demain s'il se sent menacé, il peut interdire tous les partis pour continuer de se maintenir au pouvoir.

C'est dire combien est fragile un régime démocratique dans un pays sous-développé comme le Sénégal. Car même dans les pays capitalistes développés, la bourgeoisie ne s'encombre pas de libertés démocratiques quand la dictature reste le seul moyen dont elle dispose pour sauvegarder ses intérêts.

LES CRIMES DES PATRONS DE DAKAR - MARINE

A l'entreprise de Dakar-Marine, 6 ouvriers sont morts le 10 avril à la suite d'une explosion dans la cale d'un pétrolier grec. Ils avaient été envoyés au fond du bateau pour effectuer des soudures et les vapeurs de pétrole ont explosé. Pourtant il paraît que des experts maritimes ont fait un contrôle préalable. Ils ont décrété qu'il n'y avait pas de risques.

Tout le monde sait que de telles opérations sont toujours dangereuses et qu'il faut procéder à plusieurs dégazages. Mais cela met du temps et coûte cher. Or pour les capitalistes la rentabilité passe avant la sécurité. D'autant plus que ce n'est pas la vie du directeur de Dakar-Marine ou de ces messieurs les experts qui est en jeu.

Car les experts, eux, ne sont pas descendus pour ces travaux ; ce sont les ouvriers qu'on y a envoyés. C'est un crime des patrons, et un crime qui aura coûté la vie à six personnes. Combien de pistons les directeurs et les experts ont reçu pour accélérer les travaux et signer les certificats de sécurité ? Le gouvernement a annoncé qu'une enquête sera menée. Mais on peut parier que l'affaire sera vite enterrée car la justice est toujours discrète quand les criminels sont des riches capitalistes.

COTE D'IVOIRE IL YA DE L'ARGENT POUR LE PRESTIGE MAIS PAS POUR LES ECOLES

Le journal gouvernemental "Fraternité Matin" s'est réveillé tout dernièrement pour constater ce que la majorité des gens voient quotidiennement : l'école ivoirienne se porte mal.

Dans un article publié fin avril, ce journal découvre que dans les écoles et lycées les classes sont surchargées. Certaines comptent plus de 70 élèves. Si à Abidjan le problème de matériel éducatif ne semble pas se poser, ce n'est pas le cas des autres villes ou villages.

Au lycée de Man par exemple, les manuels scolaires font cruellement défaut, et le plus souvent les professeurs sont obligés d'improviser, de travailler avec les moyens du bord. Cette situation n'est pas nouvelle ; depuis longtemps les enseignants demandent la fourniture de manuels et la construction de nouvelles classes.

Mais le gouvernement de Houphouët fait la sourde oreille. Pourtant ce ne sont pas les moyens financiers qui manquent. A Yamoussokro, village natal de Houphouët, des millions voire des milliards de francs CFA ont été dépensés pour donner à ce petit village l'aspect d'une ville moderne : larges avenues bordées de fleurs, hôtels de luxe avec piscines, terrains de golf, immense palais du congrès, deuxième aéroport international après celui d'Abidjan etc ...

Cet argent dépensé inutilement pour le faste et le luxe de Yamoussokro aurait pu servir à améliorer les conditions d'études des élèves. Mais là n'est pas le soucis de nos dirigeants plus enclins aux dépenses de prestige qu'aux dépenses utiles.

* * * * *

CARTE DE TRAVAIL DES TRACASSERIES POUR TCHADIENS SUPPLEMENTAIRES

"Les ressortissants tchadiens autorisés à séjourner en France pour y exercer une activité professionnelle salariée seront désormais munis d'une carte de travail". C'est par ces mots que commence la lettre personnelle que la préfecture de Paris envoie actuellement aux tchadiens, les invitant à se procurer certaines pièces en vue de l'attribution de la carte de travail.

Selon la même lettre, les intéressés doivent se rendre à la préfecture à une date fixée par celle-ci, munis des pièces suivantes : carte de séjour, attestation de travail et trois photos d'identité. Pour les chômeurs, les stagiaires professionnels ou les étudiants on exige, à la place de l'attestation de travail, une preuve d'inscription au chômage, le contrat de stage ou l'inscription en Faculté.

Avec cette nouvelle carte de travail ce sont encore des tracasseries administratives qui viennent s'ajouter à celles déjà existantes.

* * * * *

* * *

*

NAMIBIE: CYNISME DES IMPERIALISTES ET HYPOCRISIE DES PRESIDENTS AFRICAINS

Le groupe des pays africains au Conseil de Sécurité des Nations Unies s'est réuni le 30 avril au sujet de la Namibie.

Ce groupe, avec le soutien des pays non-alignés et les pays de l'Est, a proposé des sanctions sévères contre l'Afrique du Sud pour sa main mise sur la Namibie. Il s'agit d'un embargo économique, pétrolier et militaire.

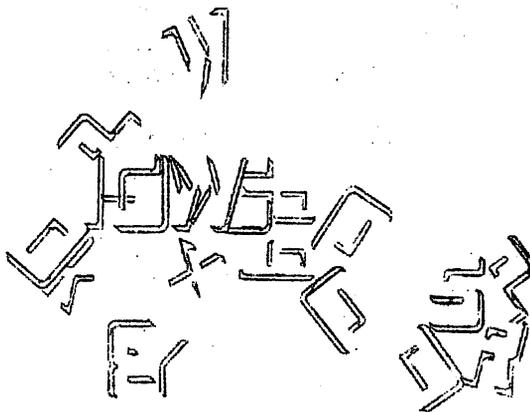
Le groupe des états impérialistes favorables à une solution négociée en Namibie (France, Allemagne, Grande Bretagne, Etats Unis et Canada) a usé de son droit de veto pour rejeter ces propositions.

Un embargo officiel n'empêcherait certainement pas le régime de Prétoria de mener son odieuse politique en Afrique du Sud et en Namibie. L'expérience de l'embargo contre l'ex-Rhodésie a suffisamment montré que les sociétés capitalistes ont mille moyens de le détourner.

Mais si les Etats impérialistes ne veulent même pas en entendre parler vis-à-vis de l'Afrique du Sud, c'est parce que le régime Sud africain garantit leurs intérêts qui y sont énormes et est à la fois un allié fidèle de l'occident dans les conflits avec l'URSS. Peu leur importe ce que subit la majorité de la population.

Quant aux dirigeants des Etats africains, ils crient bien fort leur opposition à la main mise de l'Afrique du Sud sur la Namibie, mais ce n'est que pure hypocrisie. C'est plus populaire d'être officiellement contre l'apartheid que d'être pour.

Ils n'iront pas plus loin car ils ne sont pas prêts à engager matériellement la bataille contre l'Afrique du Sud, pas même derrière les organisations nationalistes de Namibie. Pour ce qui est d'aider la lutte contre l'exploitation, n'en parlons pas...



MITTERRAND ELU MAIS LES TRAVAILLEURS NE PEUVENT COMPTER QUE SUR LEURS LUTTES

C'est avec une grande joie que les travailleurs de France ont accueilli la victoire électorale de Mitterrand le 10 mai dernier. Giscard, Barre, Bonnet et Stoléro n'établiront plus à la télévision leur cynisme et leur arrogance envers les travailleurs et leur mépris envers les immigrés, au moins pour un temps. Ce sont des hommes ouvertement du côté du patronat. Toute leur politique a consisté à faire payer aux couches populaires les frais de la crise capitaliste par le blocage des salaires, les licenciements et les mesures contre les immigrés.

Dans les foyers de nombreux travailleurs se posent des questions sur ce que fera le gouvernement de Mitterrand vis-à-vis d'eux ici dans l'émigration et vis-à-vis de nos pays.

Tout d'abord ce n'est pas la première fois en France que des gens qui se disent socialistes -et Mitterrand lui-même- arrivent au gouvernement. A chaque fois, non seulement ils n'ont pas tenu leurs promesses envers les travailleurs mais ils ont été les fidèles serviteurs de la bourgeoisie. Et s'il leur est arrivé de procéder à des mesures favorables aux travailleurs c'est parce qu'ils y ont été obligés par les grèves et les occupations d'usines.

En 1936, par exemple, c'est parce que les travailleurs étaient massivement en grève qu'ils ont pu obtenir la loi des 40 heures (auparavant les patrons pouvaient les faire travailler autant qu'ils le voulaient) et les congés payés.

Un des plus tristes rôles accomplis par ces soi-disant socialistes a été tenu en 1956 quand ils sont arrivés au pouvoir en promettant de faire la paix en Algérie et qu'au contraire ils ont accentué la guerre coloniale en y envoyant 500 000 soldats. Deux ans auparavant Mitterrand était ministre de l'Intérieur (il n'était pas au parti socialiste mais dans un parti de droite). Il affirmait à propos du combat du FLN algérien : "la seule négociation avec les rebelles c'est la guerre".

Quand les prétendus socialistes sont arrivés au gouvernement c'est pour servir les intérêts de la bourgeoisie française. A cette époque les intérêts des patrons étaient énormes en Algérie alors les "socialistes" étaient pour le maintien de cette colonie à tout prix.

1981 n'est peut-être pas 1956 mais Mitterrand s'apprête à aller dans le même sens que ses prédécesseurs. On peut l'affirmer avant même de le voir à l'oeuvre. Toute son action se passera dans le cadre des lois actuelles, dans le cadre du capitalisme ; les hauts fonctionnaires, les policiers et les juges resteront les mêmes.

Si Mitterrand se dit socialiste c'est uniquement pour avoir la confiance des couches populaires, tout comme Senghor se dit socialiste lui aussi. Ceux qui ont suivi le débat télévisé entre Giscard et Mitterrand quelques jours avant le deuxième tour des élections peuvent en avoir une idée. Il a été d'accord avec Giscard sur l'essentiel. Par exemple, quand ce dernier a parlé des immigrés en affirmant qu'il fallait les pousser à rentrer chez eux (tout le monde sait que dans la bouche de ce bourgeois cela veut dire "expulsion") Mitterrand n'a rien dit.

D'ailleurs Mitterrand n'a pas promis grand chose aux travailleurs. Les 35 heures, les augmentations de salaires seront à négocier.

Bien sûr Mitterrand au pouvoir ne fera pas pire que Giscard et compagnie, mais il fera -ou plutôt il essaiera- la même chose fondamentalement : c'est-à-dire aider la

bourgeoisie à traverser la crise avec le moins de mal possible en faisant accepter les sacrifices aux couches populaires. C'est à cela que servira son relatif crédit auprès des travailleurs.

Si la crise s'aggrave, les licenciements et les expulsions vont s'accélérer, les salaires vont régresser par l'intermédiaire de l'inflation, tandis que les profits des grandes sociétés continueront à grimper. C'est du moins ce que la gauche au pouvoir tentera de faire accepter à la classe ouvrière.

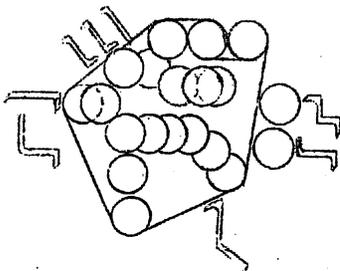
Vis-à-vis des pays d'Afrique quelle sera la politique du nouveau gouvernement ? La même fondamentalement. Oh bien sûr Mitterrand a fait beaucoup de critiques sur les interventions de Giscard en Afrique. Mais ce sont surtout des critiques sur la forme. En admettant que l'Etat français n'intervienne pas militairement en Afrique -ce qui est peu sûr vu ce qu'ont fait ses pairs dans le passé- ce sera quand même un impérialiste.

L'impérialisme ce n'est pas seulement les interventions militaires ; c'est avant tout le fait de pomper les richesses des pays pauvres par l'intermédiaire de l'échange inégal : c'est-à-dire que les produits des pays riches s'échangent contre de plus en plus de produits d'exportation de nos pays. Cela continuera car ce ne sont pas les gouvernants qui le décident mais le marché capitaliste de Paris, Londres ou New York. Et Mitterrand n'a ni la volonté ni la possibilité d'y toucher.

Les élections en France et plus généralement dans les pays dits "développés" ont les mêmes fonctions que les coups d'Etat en Afrique. Cela change la tête du gouvernement mais pas l'essentiel : les patrons restent patrons, les lois et le personnel politique restent sensiblement les mêmes.

Les élections comme celle qui vient de se dérouler sont une tromperie. Elles servent aux dirigeants à donner l'illusion que c'est toute la population qui décide de la politique à mener. Mais en réalité cela ne change en rien le rôle de l'Etat : il est là pour protéger les privilégiés et le système capitaliste.

Mais il n'est pas dit que les travailleurs accepteront avec résignation ce que décidera le nouveau gouvernement en leur nom. Comme avec le gouvernement Giscard, par leurs luttes ils peuvent imposer ce qui leur tient à coeur : interdiction des licenciements, diminution de la durée hebdomadaire du travail sans diminution de salaires ...etc. Ils le peuvent car ils en ont la force. Après tout c'est grâce à eux que tout fonctionne. Mais il faut qu'ils en aient conscience qu'ils aient le droit de vote ou pas.



IRLANDE du NORD

LE COLONIALISME ANGLAIS ASSASSINE

Après Bobby Sands, mort après 66 jours de grève de la faim, c'est Francis Hughes un autre militant de l'IRA (armée de lutte pour l'indépendance de l'Irlande) qui vient de mourir, après 59 jours de grève de la faim. Ces deux jeunes gens sont morts parce qu'ils s'opposaient à la domination coloniale de l'Angleterre sur leur pays. Emprisonnés comme "criminels" par l'impérialisme britannique, Bobby Sands et Francis Hughes ont fait la grève de la faim pour obtenir le statut de prisonnier politique pour tous les militants nationalistes emprisonnés.

Bien sûr, dans cette lutte engagée contre le colonialisme britannique, la grève de la faim n'est ni une action efficace, ni une action susceptible d'élever la conscience de ceux au nom de qui ces militants là luttent. Et les révolutionnaires socialistes ne pensent pas que ce type d'action individuelle puisse constituer une forme de lutte efficace pour les opprimés. Mais l'intransigeance du gouvernement Thatcher a conduit Bobby Sands et Francis Hughes à la mort.

Des émeutes ont éclaté un peu partout dans les quartiers pauvres des principales villes d'Irlande du Nord, à l'annonce de la mort de ces deux militants nationalistes. Des affrontements violents ont opposé la police aux manifestants, faisant des morts et de nombreux blessés. Partout dans les milieux pauvres catholiques c'est la colère et l'indignation. Ce qui se passe aujourd'hui en Irlande n'est que la nouvelle flambée d'une lutte qui dure depuis des années.

L'Irlande est une île près de l'Angleterre. Colonisée depuis des siècles, elle a servi de champ d'expérience pour le colonialisme britannique, avec son cortège de confiscation des terres, de pillage, pour l'accumulation des capitaux dont la Grande Bretagne avait besoin pour se développer.

Subissant l'oppression coloniale sous toutes ses formes, le peuple irlandais n'a pas cessé de lutter. En 1921, après deux années de guerre civile, l'impérialisme anglais sépare l'île en deux. Le Sud, essentiellement agricole, peuplé en majorité de catholiques, obtient son autonomie, puis plus tard son indépendance. Le Nord, peuplé de 35 % de catholiques et 65 % de protestants est toujours resté sous domination anglaise. C'est la région la plus industrialisée.

Pour perpétuer sa domination sur cette partie du pays, l'impérialisme anglais n'a pas hésité à cultiver les différences religieuses. S'appuyant sur la fraction protestante qui détient presque toutes les richesses du pays, l'impérialisme britannique a longtemps maintenu la minorité catholique du Nord dans la pauvreté et la misère grâce à des lois archaïques.

Les meilleures terres ont été accaparées par la bourgeoisie protestante. Des lois empêchaient les catholiques d'occuper des emplois dans l'administration, d'exercer des professions libérales ou d'être commerçants. Sur le plan politique, le découpage électoral a été fait pour permettre à la bourgeoisie protestante dont les intérêts sont liés à ceux de l'Angleterre de maintenir sa

domination.

Depuis 1968, à la suite de nombreuses manifestations, la plupart des lois iniques qui maintenaient la minorité catholique à l'écart de la vie du pays, ont dû être abolies. Mais des siècles de pillage et d'oppression coloniale ont laissé des séquelles que les privilèges exorbitants de la bourgeoisie protestante n'ont pas permis de faire disparaître. Alors la lutte de la minorité qui se trouve être la plus pauvre a pris un caractère religieux et national.

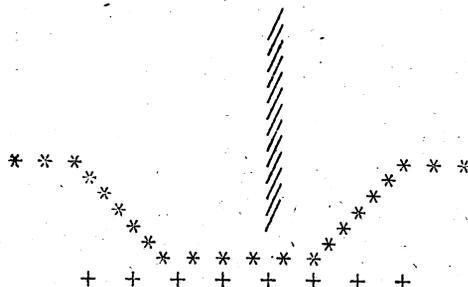
Si la majorité des pauvres se retrouvent dans le camp catholique, ce n'est pas à cause de leur religion. C'est d'abord et avant tout, à cause de l'exploitation capitaliste. Le système capitaliste produit des miséreux et justifie cela en invoquant l'appartenance à une minorité, une religion, la race ou la couleur de la peau. En Irlande, la raison religieuse n'est qu'un prétexte bien commode pour détourner la fraction la plus exploitée de la population de son véritable combat.

Mais les révolutionnaires socialistes sont solidaires des opprimés irlandais qui luttent contre l'impérialisme britannique. Cependant les organisations qui mènent ce combat, et en particulier l'IRA, ont placé la lutte sur le terrain du nationalisme bourgeois. De ce fait, elles ignorent l'organisation des travailleurs catholiques sur une base de classe; elles ignorent les méthodes de lutte proprement prolétariennes. Oh bien sûr, ces conditions ont été imposées par l'impérialisme anglais. Et malgré le soutien des deux grands partis politiques anglais, le gouvernement sera amené un jour ou l'autre à composer. Mais en se situant sur le terrain nationaliste, l'IRA ne donne pas aux exploités catholiques la perspective de s'adresser à la classe ouvrière protestante, qui elle aussi a ses propres ghettos.

Sa politique aboutit à une impasse, à une situation désespérée qui ne trouve comme support que la religion.

Les militants nationalistes ont prouvé leur courage au combat. Ils ont montré qu'ils sont prêts à mourir pour leurs idées. Mais l'impasse dans laquelle ils se trouvent actuellement est la preuve s'il en était besoin, que le courage et la détermination ne sont pas suffisants, s'ils ne sont pas mis au service d'une politique juste.

Une politique résolument prolétarienne, qui prenne en compte la lutte pour la destruction du système capitaliste, source d'oppression et de misère.



CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917 ; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux ; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples ; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours même de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.